CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DU PT

Hanoune verrouille le jeu

Le congrès extraordinaire du PT prendra fin aujourd'hui dans la matinée, avec la reconduction quasi certaine de Louisa Hanoune pour un huitième mandat de suite, comme secrétaire générale du parti.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Elle devra, certainement, être plébiscitée par les nouveaux membres du comité central qu'elle aura elle-même choisis dans une liste, dans le sillage de l'opération, d'élection de cette instance qui devait intervenir hier en début de soirée. Car, dans les statuts du parti, l'élection des membres du comité central ne se fait pas par wilaya au prorata du nombre de militants, comme c'est le cas des autres partis, mais sur une ou plusieurs uniques.

Et hier ou au plus tard ce matin, il ne devrait y avoir qu'une seule et unique liste de 109 noms issus au moins de 36 wilayas du pays que Hanoune devra proposer aux congressistes qui l'acclameront sans aucun doute. Car on voit mal un autre cadre «oser» enfreindre cette tradition et «défier» la dame de fer du parti, même pour une simple compétition de façade.

Et avec les retouches qui seront apportées à certaines dispositions des statuts et du règlement intérieur du parti, dans l'objectif de mieux les affiner, en les mettant en parfaite adéquation d'avec la loi sur les partis et les associations de janvier 2012, comme le soulignera un congressiste, Hanoune aura tourné la page de la toute dernière campagne qu'elle n'a de cesse de qualifier de «criminelle» l'ayant visée personnellement. Elle aura également réussi son coup d'immuniser son parti contre toute tentative de redressement comme celle dont il a fait l'objet ces derniers mois. Des redresseurs qui tenteront probablement de remettre en cause la légitimité de ce congrès extraordinaire, eux qui devront certainement avancer qu'aucune demande d'autorisation n'a été formulée pour ce faire. Mais Labatache et compères du mouvement de redressement ne doivent en vouloir qu'à eux-mêmes, eux qui viennent de prouver toute leur ignorance des statuts du parti.

Des statuts dont l'article 12 donne toute latitude au comité central, aux deux tiers de sa composante, de proposer aux délégués de la conférence nationale des cadres, de transformer cette dernière en congrès extraordinaire pour peu que ces derniers l'adoptent à la majorité simple.

Disposition dont la direction sortante a tout simplement usé, mettant, ainsi, au pied du mur, les redresseurs qui se retrouvent de ce fait, complètement désarmés.

M. K.

Photo : Smir Sid

Louisa Hanoune, SG du PT.

LE RCD ET LA DÉFENSE DE LA NATION

Le pouvoir veut «stériliser la vie politique»

Le RCD refuse le chantage aux «menaces extérieures» auquel le pouvoir recourt, une fois de plus, pour parer à ses propres «urgences» alors que, selon lui, la défense de la Nation dicte l'engagement d'un «processus qui rend au peuple algérien sa souveraineté».

Certes, estime le secrétariat national du parti, réuni avant-hier vendredi en session mensuelle ordinaire, ces «menaces qui pèsent sur la sécurité et l'intégrité du pays et pour une part aggravées par un pouvoir qui a fait de la souveraineté de l'Algérie un sujet de marchandage dans le sillage du viol de la souveraineté populaire sont «réelles» mais, soutient-il, la défense de la Nation «ne peut se confondre avec les urgences du système». Elle suppose, selon lui, l'enclenchement d'un «processus qui rend au peuple algérien sa souveraineté» et pas cet «agenda de règlements de comptes entre factions qui ont ruiné les aspirations des libérateurs du pays et les espoirs de générations entières de la jeunesse», considérant que la «déliquescence avancée de l'institution judiciaire ouvre la voie à l'effritement et à l'aventure».

Pour le RCD, il n'est pas question de «donner crédit à des discours de circonstances plus enclins à stériliser la vie politique», estimant que la crise financière s'installe durablement en raison de la baisse tendancielle de la production d'hydrocarbure, d'une demande interne qui explose, de la chute des prix du baril et du retard énorme dans le développement des énergies renouvelables». Et cette crise «ne peut être dépassée par des annonces et une compilation de mesures dictées par la fluctuation des rapports de forces au sommet de l'Etat», affirme encore le secrétariat national du RCD pour qui cette politique est aussi inopérante au plan social. Avec, relèvera-t-il, «l'inflation galopante couplée à une dévaluation rampante touche déjà les couches moyennes, les licenciements dans le secteur économique et les plans de restructuration remis à l'ordre du jour dans un contexte d'absence de cap dans la politique gouvernementale qui plongent de larges couches de la population dans le désarroi et l'incertitude, l'absence d'une représentation forte du monde du travail à cause de la domestication de l'appareil de l'UGTA et la répression opposée aux revendications des syndicats autonomes est une autre source d'inquiétude». Il y a également «la chasse organisée» contre les animateurs du mouvement des chômeurs principalement actif dans le Sud du pays qui «signe la faillite d'un système politique qui rameute ses relais pour crier à l'ingérence étrangère et aux menaces à nos frontières et mobilise ses forces de répression pour dénier aux habitants de ces régions leurs droits de citoyens».

Photo : Smir Sid

Mohcen Belabbes, SG du RCD.

Dans ce contexte, le RCD prévoit d'organiser un colloque international sur l'économie et l'intégration nord-africaine. Prévue le 1er mai prochain, cette rencontre verra la participation de compétences, d'universitaires, de syndicalistes et d'opérateurs économiques qui auront à «ouvrir des horizons face au statu quo et à l'enfermement officiel», notera l'exécutif du RCD qui se félicite de la «disponibilité» de ce beau monde.

M. K.

MANUEL VALLS À ALGER LES 9 ET 10 AVRIL

Coopération sécuritaire mais pas seulement

Le chef du gouvernement français, Manuel Valls, consacrera le week-end des 9 et 10 avril prochain à la visite officielle qu'il devait effectuer en février dernier et qui avait été reportée.

C'est Matignon, la chefferie du gouvernement français, qui fait l'annonce de cette visite dont on souligne qu'elle sera notamment ponctuée par un entretien avec le président de la République, ce qui ne constitue plus, depuis quelques années, une singularité, des responsables d'un niveau hiérarchique moins élevé sont régulièrement les hôtes du Président.

Valls présidera dimanche 10 avril avec Sellal, son homologue, les travaux du 3e Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN). Dans quelle conjoncture se fait cette visite qui devait initialement être précédée par celle du MAE français ?

Une dizaine de ministres accompagneront le Premier ministre français dont notamment : Bernard Caseneuve (intérieur) Emmanuel Macron (économie) Marisol Tourraine (santé) Najet Vallaud-Belkacem (éducation) Audrey Azoulay (culture)… Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères, ne sera pas du voyage d'Alger, nous apprend-on, des obligations le retenant à une réunion des chefs de la diplomatie du G7.

Relevons toutefois qu'il ne s'est pas non plus déplacé à Alger le 29 février dernier comme il était convenu pour préparer la venue de Valls. Même si le programme complet des deux journées n'est pas encore publié, l'on notera la «rencontre» (et non la simple audience) qu'aura le Premier ministre français avec le président de la République, ainsi qu'un dîner de travail que le Premier ministre algérien organise le soir de son arrivée. Le lendemain, les deux chefs de gouvernement présideront les travaux de la 3e session du CIHN. Pour rappel, le Comité intergouvernemental algéro-français de haut niveau a tenu sa première session en 2013 et la seconde le 4 décembre 2014 à Paris en présence de Abdelmalek Sellal. Sans autres précisions pour l'heure, la visite de Valls, annoncent les services de Matignon, sera consacrée à l'examen de divers accords, notamment économiques, «ainsi que des dossiers de la coopération antiterroriste et la sécurité dans la région, avec les dossiers malien et libyen». Il est clair que la coopération sécuritaire, eu égard aux derniers développements des attentats terroristes en Europe, donnera à cette coopération sécuritaire un nouveau tournant lié sans aucun doute aux nouveaux dispositifs antiterroristes que s'apprête à prendre l'Europe sous la forte impulsion de l'Hexagone.

Relevons que le problème de la décolonisation du Sahara occidental ne figure pas, tout au moins pour l'heure et officiellement, dans les discussions des deux parties. Pourtant avec la réaction très forte cette semaine du Congrès américain qui demande aux membres du Conseil de sécurité et notamment à la France de se départir de leur soutien aux positions marocaines et au Maroc de cesser sa politique d'occupation et d'utilisation des ressources sous domination, l'Algérie est en position forte, dans cette nouvelle conjoncture, pour renforcer sa voix et tenter d'exiger en compensation de tout ce qui est offert en terme économique une inflexion de la France sur ce dossier.

Et à propos justement des dossiers économiques qui seront examinés les 9 et 10 avril prochain, ils sont nombreux. Paris a, depuis la première visite de Hollande en 2012, pris une part importante dans le marché algérien même si, sur certains aspects, la Chine la devance aujourd'hui. Si l'on s'en tient aux statistiques des services français en Algérie, l'on relève qu'entre 1999 et 2013, les échanges économiques et commerciaux ont triplé et la France se positionne toujours comme premier investisseur hors hydrocarbures.

L'Algérie, affirment les services économiques de l'ambassade, «est un marché porteur pour les entreprises françaises». Et d'annoncer : «Le plan quinquennal algérien 2015-2019 devrait ouvrir des marchés aux entreprises françaises en prévoyant la construction de 600 000 logements ; une enveloppe de 69 Mds EUR pour le développement d'infrastructures routières, autoroutières et ouvrages d'art, l'extension de trois aéroports et la modernisation de 12 autres, le réaménagement de 24 ports et la création de 7 ports de plaisance et construction de 30 barrages.»

Photo : DR

Manuel Valls, chef du gouvernement français.

Une liste longue qui va peut-être subir, quelque peu, l'effondrement de l'embellie financière. Il reste toutefois que les relations plus qu'excellentes qu'entretiennent les deux pouvoirs en place ne laisseront pas que des miettes aux «amis français» du Président.

L'on apprend, par exemple, que le projet d'implantation d'une usine de montage de voitures Peugeot devra être, quant à lui, finalisé au cours de cette rencontre d'avril.

Khedidja Baba-Ahmed